

Stratégie et initiative

Comment ne pas s'apercevoir que la question de la construction d'une majorité politique de progrès est purement et simplement escamotée dans le texte qui sert de base à nos débats. Je songe au chapitre 5.5 page 19 : "une union populaire et politique agissante". Le début est alléchant ! *"Il faut marcher sur deux jambes : luttés et constructions politiques"*. Malheureusement la suite ne tient pas les promesses. *"Initiatives autonomes du PCF, oui, mais "politisant les luttés", ça veut dire quoi ?* Cette formule, qui devient récurrente, j'aimerais qu'on me l'explique mieux (je vais y revenir). Je poursuis la citation : *"...et dans le même temps la formulation d'une proposition stratégique à toute la gauche pour ouvrir une perspective vraiment alternative à Macron"*. Ça, c'est excellent, sauf qu'il n'y a pas le moindre début de commencement de proposition ni même d'hypothèses. Nous ne devons pas nous résoudre à cela.

En réalité, je pense que nous avons affaire à un refus réel et profond, venant de loin mais inavoué, de s'engager dans la construction d'une union politique de gauche à vocation majoritaire. On connaît les raisons traditionnellement avancées depuis des lustres par une bonne partie des initiateurs du texte : *Qui dit accords entre partis dit forcément accords au sommet pour une politique étatique, on n'en veut pas ! Au nom de la primauté que nous donnons au mouvement populaire, nous suspectons toute la sphère politique institutionnelle, n'y perdons pas notre âme.* Une autre raison avancée est que nous ne devrions pas nous engager sans avoir préalablement gagné, dans l'opinion de gauche, la bataille idéologique et politique contre le Capital et contre ses soutiens sociaux-démocrates. Sous cette condition, *"la formulation d'une proposition stratégique à toute la gauche pour ouvrir une perspective"* risque de se faire attendre si longtemps que la désespérance et la putréfaction auront tout emporté. Mais bon sang, qu'on regarde comment va le monde en ce moment ! Aucun volontarisme ne peut écarter ce danger.

Mon propos n'est pas celui de l'impatience, de la fébrilité dans la recherche d'un compromis aventureux, d'une sous-estimation de la question des rapports de force ou d'un manque de confiance, bien au contraire, dans le mouvement populaire. L'aventurisme, ce serait plutôt de ne pas mesurer correctement l'extrême urgence sociale et démocratique d'un changement politique progressiste pour la vie des gens. Certes, les échecs passés conduisent beaucoup de militants à faire comme le chat échaudé qui se met à craindre tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à de l'eau chaude, ... y compris donc l'eau froide !

Alors, quelle initiative stratégique ? D'abord l'objectif, pour faire simple : un changement réussi. Au plan des contenus, il s'agit de répondre aux besoins et aux aspirations populaires les plus pressants et de s'en donner les moyens dans la durée. Au plan politique, il s'agit de construire une union à la fois souple et solide. Cela, je pense, réunit une très large majorité de communistes.

Alors, quel chemin ?... Je ne suis pas partisan de patchwork, ou du "copier-coller", mais mon droit de me référer à ce que disait la proposition du CN est indiscutable et je ne veux pas m'en priver. Que disait ce texte : nous voulons je cite *proposer aux forces disponibles d'expérimenter un nouveau cadre politique pour continuer de faire avancer cette construction sans nier les débats : la création d'un forum national politique qui pourrait poursuivre le débat politique entre les forces disponibles, animer des campagnes*

communes, élaborer des constructions programmatiques ou électorales, sans rendre la participation de toutes les forces s'y associant chaque fois obligatoire. Tout en favorisant l'unité d'action politique, il laisserait à chaque force sa pleine et entière liberté d'initiative.

Je persiste à penser qu'il y a une orientation fondamentalement juste. Mais je reconnais tout aussi bien que cela ressemble trop à ce qui a déjà été fait et échoué, pour rester en l'état. C'est pourquoi nous devons aller plus loin dans la réflexion. Ma proposition est d'être constants, déterminés, créatifs, unis sur la base du principe suivant : On met la question de la construction d'une majorité politique de progrès au coeur de toutes nos contributions au développement du mouvement social et citoyen, autrement dit le mouvement populaire. Si c'est cela que veut dire "politisation des luttes", je suis pour ! Pour moi, c'est la décision d'appliquer sérieusement ce principe, largement approuvé lors de nos derniers Congrès mais si lamentablement oublié dans la pratique, qui peut faire de notre Congrès un grand moment.

Pour me faire comprendre, je parlerai de nos tracts. Cela fait trop longtemps que leur plan est le même : Solidaires des luttes, nous dénonçons les mauvais coups. Nous montrons comment ils s'inscrivent dans la logique d'ensemble du projet de la droite et du patronat. Nous avançons nos propositions alternatives, nous signons avec un bulletin d'adhésion, ce qui est très bien. Mais à part ça, la plupart du temps, rien ou quasiment rien sur les questions politiques que pose la construction d'un rassemblement progressiste à vocation majoritaire, alors qu'il y a, à chaque fois tant à dire, quel que soit le sujet du jour. C'est cela, entre autres choses, qu'il faut changer.

Concernant l'élection européenne, il est impératif que nous éclaircissons au plutôt ce que sera notre démarche selon le principe que je viens de soutenir.

Jean Cathenoz, fédération de Côte-d'Or.